

PRISE DE GOMA, QUE COMPRENDRE DE LA GUERRE DU RWANDA CONTRE LA RDC, DE 1997 A NOUS JOUR ?

BULLETIN DU CONTRÔLE CITOYEN



Lubumbashi, le 05 février 2025. L'Institut de Recherche en Droits Humains (IRDH) vient de publier une opinion, dans son Bulletin du Contrôle Citoyen du 31 janvier 2025, relativement à l'occupation de la ville de Goma, le 27 janvier 2025, par les troupes rwandaises (Rwanda Defense Force), en association avec le Mouvement du 23 mars 2009 (M23) et l'Alliance Fleuve Congo (AFC).

Dans son analyse d'une dizaine de pages, l'IRDH se dit vivement préoccupé et dénonce la politique de la guerre de proximité que la République du Rwanda continue à mener contre la République Démocratique du Congo (RDC). Elle tue et détruit. Les atteintes aux droits humains et au Droit International Humanitaire (DIH) se multiplient. Le seul événement de Goma a causé plus de 3000 morts, 3.800 blessés, des centaines des milliers de déplacés, l'interruption de l'eau et de l'électricité, la destruction des écoles, des hôpitaux et des habitations civiles.

Certes, la gestion de la Majorité Présidentielle menée par l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) est fortement désapprouvée par une frange de la population. Cette coalition au pouvoir a accumulé beaucoup d'actes d'incompétence et de maladresse politique. Le dernier en date est la priorisation de la révision ou du changement de la Constitution que la majorité de congolais ne juge ni urgent ni nécessaire. Cependant, aucun de ces faits que les urnes peuvent sanctionner ne justifie les atrocités de la guerre assumées par le M23 et l'AFC.

Maintenant qu'il a réussi à occuper la ville de Goma, le Rwanda exige des nouvelles « négociations directes » entre le Gouvernement de la RDC et le M23. L'IRDH rappelle à quoi avaient abouti les trois précédentes : (i) La reddition et l'exile du Marechal MOBUTU (1997) ; (ii) La création d'une Vice-présidence en charge des « affaires politiques, défense et sécurité » (2003) ; et (iii) Le « mixage » ne concernant exclusivement que les troupes du CNDP (2007).



Le Bulletin vise à démontrer que depuis 1996, le Président rwandais, M. Paul KAGAME utilise la guerre en RDC, comme modèle de gestion de son Etat. Via des groupes armés de proximité, il assujettit le Gouvernement, ou injecte ses agents dans 2 les institutions publiques congolaises. L'histoire entre-mêle tous les labels collés aux groupes armés qu'il a créé, entraîné et équipé. Les combattants se réclamant du « M23 » sont issus du « CNDP ». Avant, ils opéraient sous le sceau du RCD qui fut, lui-même, animé par des anciens de l'AFDL. L'escadron initial était venu de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) devenue Rwanda Defense Force (RDF).

Le Contrôle Citoyen révèle des contradictions dans le discours du Porte-parole du M23, M. NANGAA YOBELUO Corneille qui se réclame être aussi président du groupe armé, AFC. Avant l'AFC, M. NANGAA dirigeait la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), de 2015 à 2021. Le 25 février 2023, il avait créé le parti politique Action pour la Dignité du Congo et de son Peuple (ADCP), et s'était déclaré candidat à la présidentielle de décembre 2023 qu'il ne concourra pas. En ce même décembre 2023, il se déclare à la tête d'une rébellion armée.

L'IRDH estime que d'octobre 2021 à décembre 2023, deux ans sont insuffisants, pour passer de la CENI au M23/AFC, via ADCP. Le parcours ne laisse voir ni conviction, ni implication dans la conception d'un projet de lutte de libération. Cependant, il renforce l'opinion qui limite son rôle à haranguer des foules.

Le Contrôle Citoyen révèle des contradictions dans le discours du Porte-parole du M23, M. NANGAA YOBELUO Corneille qui se réclame être aussi président du groupe armé, AFC. Avant l'AFC, M. NANGAA dirigeait la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), de 2015 à 2021. Le 25 février 2023, il avait créé le parti politique Action pour la Dignité du Congo et de son Peuple (ADCP), et s'était déclaré candidat à la présidentielle de décembre 2023 qu'il ne concourra pas. En ce même décembre 2023, il se déclare à la tête d'une rébellion armée.

L'IRDH estime que d'octobre 2021 à décembre 2023, deux ans sont insuffisants, pour passer de la CENI au M23/AFC, via ADCP. Le parcours ne laisse voir ni conviction, ni implication dans la conception d'un projet de lutte de libération. Cependant, il renforce l'opinion qui limite son rôle à haranguer des foules.

La personnalité de M. NANGAA est aussi dépréciée par son reniement de sa responsabilité historique de Président de la CENI. C'est lui qui avait organisé le scrutin de 2018 ayant entraîné la passation pacifique du pouvoir, le 24 janvier 2019, du Président Joseph KABILA au Président Felix TSHISEKEDI.

Pour mémoire, M. NANGAA n'est pas le seul à servir le Président KAGAME. Ce rôle d'agent politique fut joué par le Président L.D. KABILA, pendant qu'il était Porteparole de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL), de sa création, à Kigali, en octobre 1996, à sa rupture avec le Rwanda, le 02 août 1998. Le Prof. WAMBA dia WAMBA, le Prof. ZAIDI NGOMA, le Dr Emile ILUNGA et M. Adolphe ONUSUMBA, avaient aussi joué ce rôle, au Rassemblement 3 Congolais pour la Démocratie (RCD) (1998 – 1999). De 2000 à 2021, M. Azarias RUBERWA leur avait emboîté le pas, en qualité de Président du RCD-Goma.

L'analyse chronologique du conflit relève deux éléments demeurés constants. Le premier est l'appui militaire permanent du Rwanda aux différents groupes : AFC, M23, CNDP, RCD-Goma, RCD et AFDL. La deuxième constance est le mode de désignation des dirigeants de ces groupes armés. Ils sont tous désignés, après l'activation de la hiérarchie militaire qui leur échappe complètement. Tenez :



1. Le Président L.D. KABILA avait rejoint l'AFDL dont les militaires étaient déjà formés et mis sous commandement du Général rwandais James KABAREBE ; (ii

2. Le Prof. ZAIDI NGOMA était arrivé à la tête du RCD, sans rien savoir de la hiérarchie militaire, sous ordre du Général KABAREBE ;

3. Messieurs Jean-Marie RUNIGA, Bertrand BISIMWA et Corneille NANGAA ont rejoint le M23 dont les militaires dépendent exclusivement de SULTANI MAKENGA, l'un des fidèles élèves de l'APR.

4. Le CNDP illustre mieux cette dépendance exclusive à l'armée rwandaise. Ayant fusionné des membres de son ONG et des militaires des FARDC, sous ses ordres, NKUNDABATWARE avait cru obtenir une indépendance vis-à-vis du Président KAGAME. Malheureusement, il en résulta qu'il fut arrêté et mis en résidence surveillée au Rwanda.

Contre la gestion des Présidents L.D. KABILA et Joseph KABILA, un groupe de professeurs, d'avocats et de médecins dont WAMBA DIA WAMBA, ZAIDI NGOMA, LUNDA BULULU, THAMBWE MWAMBA et Emile ILUNGA n'avait pas hésité de servir la même cause rwandaise.

Contre la dictature de MOBUTU, le groupe du Président L.D. KABILA avait servi de face publique à la cause rwandaise. D'autres acteurs politiques dont ceux de l'UDPS s'étaient distancés du Marechal, espérant tirer profit de la victoire de l'AFDL

Le Bulletin du Contrôle Citoyen fait remarquer que la guerre perdure à cause de la faiblesse de la classe politique congolais qui est incapable de gérer les crises internes. En revanche, elle a tendance à les mélanger au conflit qui oppose le pays au Rwanda. De cette confusion, des politiciens recourent continuellement à la pratique de ôtestoi que je m'y mette. Chaque invasion trouve un relai dans la classe politique.

Ces pratiques corrompues expliqueraient le silence de la classe politique actuelle, face à l'occupation de Goma. Si jusque-là, c'est M. Corneille NANGAA qui apparaît 4 publiquement. Sûrement que d'autres politiciens sont dans les couloirs du Président rwandais, suivant les avancées du M23. La fâcheuse tentative de la révision constitutionnelle est le prétexte que l'UDPS et ses alliés avaient offert aux proxis du Président KAGAME.

La recommandation immédiate de l'IRDH concerne les quatrièmes « négociations » qui se profilent à l'horizon. L'Eglise Catholique et l'Eglise du Christ au Congo (ECC) prennent l'initiative de rassembler des politiciens, en vue d'un « Pacte pour la paix et le vivre ensemble » que le Cardinal AMBONGO avait annoncé après son séjour à Kigali. L'IRDH attire l'attention des leaders religieux sur la nature de l'AFC et le M23, ainsi que le rôle de « face publique » réservé aux politiciens congolais qui s'y sont associés. Les facilitateurs internationaux de la SADEC, EAC et Union Africaine ont déjà identifié le Rwanda comme l'un des Etats belligérants dans cette meurtrière guerre, derrière le M23 et l'AFC. Il serait erroné que de prendre à la table des négociations, ses sous-traitants chargés de la campagne médiatique. L'initiative du leadership religieux devrait se limiter aux partis politiques non armés

A l'UDPS et ses alliés de la Majorité présidentielle au pouvoir, la recommandation les invite à s'associer toutes les forces vives du pays, l'opposition politique, les organisations de la société civile et les confessions religieuses. Le Président Felix TSHISEKEDI devrait relire les propositions de son parti au Président MOBUTU, lors de la première guerre dite de l'AFDL, de 1997. Autant qu'il lui convient de tirer des leçons de la gestion de cette crise par son prédécesseur, à Sun City, en 2003. Cette manière pourrait diminuer les ardeurs du Président rwandais et celles des puissances qui soutiennent la déstabilisation ou la balkanisation de l'Etat congolais. décembre 2023, il se déclare à la tête d'une rébellion armée.

Aux organisations de la société civile et aux confessions religieuses, l'IRDH fait une recommandation à long terme. Celle d'entreprendre l'éducation continue, aux droits civils et politiques, de la population. Ces formations stratégiques tiendraient compte du droit du peuple congolais à ne pas être exterminé, à ne pas être contraint au déplacement massif, à posséder leur pays, à jouir de son autodétermination et à exercer son autodéfense. Pour cela, il convient d'envisager des financements alternatifs aux pays occidentaux. Car, contre la balkanisation, le pillage des ressources minières et l'occupation des terres congolaises par la République du Rwanda, la marge de manœuvre est très réduite.